

L'Iran rationne sa consommation d'essence

Article paru dans l'édition du 28/06/2007

Par Clément THERME (Institut français des relations internationales - Ifri) à Paris

L'Iran qui détient les secondes réserves mondiales de pétrole et de gaz pourrait, selon une étude de Roger Stern, parue en janvier 2007 dans *The Iranian Petroleum Crisis and United States National Security*, devenir importateur d'hydrocarbures d'ici dix ans. Plusieurs raisons à cela : la faiblesse des investissements étrangers, la baisse de la production pétrolière iranienne et l'augmentation de la consommation intérieure. Toutefois, si la perspective de voir l'Iran importateur d'hydrocarbure d'ici 10 ans reste difficile à envisager en raison d'estimations divergentes sur la baisse de la production, qui oscille entre 2 et 8%, et l'augmentation de la consommation, entre 2 et 6 %, la situation énergétique de l'Iran reste préoccupante.

Le niveau de la production pétrolière était de 3,9 millions de barils/jour en 2005, l'Iran exportant environ 2,5 millions de barils/jour. Pour maintenir sa capacité d'exportation, les autorités ont décidé de mettre en place un plan de réduction de la consommation interne de produits pétroliers. L'Iran reste le pays où le litre d'essence est le moins cher au monde après une augmentation de 25% en mai 2007 (12 centimes de dollar le litre).

La faiblesse des prix constitue un obstacle à la maîtrise de la demande énergétique interne. Si bien que le gouvernement doit lutter contre la revente de l'essence raffinée aux frontières de l'Iran avec la Turquie et le Pakistan notamment. Ce trafic atteindrait chaque année, selon Ali Soltani dans le journal Iran du 24 juin 2007, responsable de la police nationale chargé des crimes économiques, 900 millions d'euros pour une quantité de 1,8 milliard de litres de combustible.

Cette question du prix de l'essence a aussi été au cœur des débats politiques depuis plusieurs mois en raison des problèmes budgétaires récurrents liés aux subventions accordées par l'Etat aux produits raffinés. Ces subventions sont d'autant plus pénalisantes pour l'économie iranienne que les capacités de raffinage ne couvrent que 40% des besoins. La solution proposée par la Commission sur l'énergie du Parlement en février 2007 était de mettre en place un système de rationnement (au-delà de 100 litres par mois, le propriétaire de la voiture doit payer le prix libre soit environ 50 centimes de dollar).

Des cartes dites « intelligentes » (*kârt-e hooshmand-e benzine*) ont été distribuées aux citoyens afin de réguler la consommation. Malgré des problèmes techniques persistants - équipement

incomplet des stations-service, manque de cartes -, la mesure est finalement entrée en vigueur le 27 juin 2007 suscitant la colère des habitants de Téhéran.

Concernant le gaz, il s'agit du secteur le plus dynamique puisque de nombreux contrats ont été signés entre l'Iran et différentes sociétés internationales - ENI, Total, Shell, Statoil. Toutefois, ces contrats sont pour la plupart des Memorandum of Understanding (MOU). Autrement dit, des protocoles d'accord qui, dans de nombreux cas, ne se sont pas traduits par la mise en chantier de nouveaux projets gaziers.

Si la production de gaz augmente, la politique nationale de rééquilibrage de la balance énergétique nationale – il s'agit d'utiliser du gaz en remplacement des produits pétroliers – a entraîné une hausse significative de la consommation. En conséquence, l'Iran n'est toujours pas un pays exportateur de gaz puisque la quantité importée du Turkménistan est à peu près équivalente de celle exportée vers la Turquie, soit environ 27 à 28 millions de mètres cubes quotidiennement.

Ainsi, pendant l'hiver 2007, afin d'être en mesure de satisfaire un pic de demande interne lié à la baisse des températures, les autorités ont dû interrompre les livraisons de gaz vers la Turquie. Si le gaspillage est une réalité accentuée par la quasi-gratuité pour les consommateurs iraniens des produits énergétiques, il n'en reste pas moins que l'amélioration de la situation dépend d'une réforme de la politique énergétique mais aussi d'une révolution des mentalités et des comportements. On peut par exemple voir en plein hiver à Téhéran de nombreux appartements chauffés au gaz les fenêtres ouvertes...

OPEP du gaz ou coopérations producteurs-consommateurs renforcées ?

C'est à l'aune de cet état des lieux du secteur gazier iranien qu'il nous faut évaluer la pertinence de l'idée de création d'une OPEP du gaz. Il serait surprenant de voir l'Iran qui, malgré un potentiel considérable, n'est pas encore un pays exportateur de gaz, monter en première ligne pour soutenir le projet de création d'un cartel gazier.

Plusieurs obstacles à la réalisation de ce projet subsistent : la dimension principalement régionale du marché gazier, les contrats à long terme ainsi que la dimension politique de la relance de ce projet, en janvier 2007, par l'Iran lors de la visite de Sergueï Ivanov à Téhéran.

Cette question politique est déterminante dans la stratégie énergétique de l'Iran qui subit de très fortes pressions internationales visant à contrer ses ambitions nucléaires : dans quelle mesure les autres pays producteurs seront-ils prêts à créer une nouvelle organisation dans ce contexte de crise aiguë entre l'Iran et la communauté internationale ?

La réunion des pays exportateurs de gaz (Gaz Exporting Countries Forum) à Doha, en mars 2007, n'a d'ailleurs pas permis de dégager un consensus sur la création d'un cartel du gaz même si la question des rapports entre pays producteurs et consommateurs a été évoquée.

L'ambassadeur de l'Iran auprès de l'OPEP, Kazempour Ardebili, a d'ailleurs souligné à cette occasion qu'il était préférable de poursuivre et de renforcer les coopérations énergétiques producteurs-consommateurs plutôt que de se focaliser sur la création d'une OPEP du gaz.

Toutefois, contrairement au contexte qui prévalait en 1973 à la création de l'OPEP, ce ne sont pas les pays producteurs qui sont sous pression mais plutôt les pays consommateurs de gaz notamment ceux de l'Union européenne.

Enfin, l'Iran ne maîtrise pas la technologie du gaz naturel liquéfié (GNL) qui reste le monopole des sociétés internationales occidentales. Aussi la raison d'être de la création d'un cartel gazier, à savoir l'évolution du marché vers un plus grand nombre de contrats de court terme (spot) et l'internationalisation du marché avec la diffusion du GNL, dépend du transfert de la technologie GNL des sociétés internationales vers les pays producteurs.

Si le potentiel iranien place Téhéran au cœur du marché international, les obstacles politiques au développement du secteur énergétique national demeurent. D'un côté, l'Iran a besoin des sociétés internationales pour optimiser l'exploitation de ses ressources et, de l'autre, l'accroissement de la demande mondiale place l'Iran au centre des politiques de sécurisation des approvisionnements énergétiques des pays consommateurs.

Ces échanges sont néanmoins compliqués par la crise nucléaire : Washington fait pression sur les sociétés internationales qui travaillent en Iran et la société nationale iranienne (NIOC) a de plus en plus de difficultés à s'approvisionner en pièces détachées nécessaires à l'exploitation de ses ressources.

En l'absence de détente politique, la question énergétique iranienne pourrait bien avoir des conséquences à la fois sur le plan intérieur - baisse des revenus pétroliers et difficultés à maintenir le niveau des exportations - et extérieur - dépendance accrue des pays européens vis-à-vis des importations en gaz russe et augmentation du prix du baril de pétrole.